

**RUSSIE – CHINE**  
**PIVOTS DES AFFAIRES MONDIALES**  
**(16 août 2004)**

**Moscou et Pékin s' imposent comme les clés indispensables à la résolution des conflits à l' échelle planétaire.**

**L' OMC mise à mal** par un fossé Nord Sud de plus en plus large, **la reprise économique fragilisée** par une guerre monétaire larvée et par l'envolée des prix du brut, **la détérioration des équilibres écologiques** de la planète, **la menace persistante du terrorisme**, en Afghanistan, au Pakistan, l'instabilité de la situation en Irak, **Moscou et Pékin s' imposent comme les clés indispensables à la résolution des conflits à l' échelle planétaire.**



Submergés par l' événement, nous sommes accaparés au jour le jour par l' accumulation du quotidien. Comment les puissances ou les états pourraient-ils faire abstraction de tous les avatars qui font bouger leurs opinions publiques ou menacent leurs intérêts nationaux parfois confondus avec ceux de leurs lobbies.

**Comment expliquer sinon, l' affaiblissement du rôle des institutions internationales** réduites à de simples chambres d' enregistrement comme les Nations Unies pour la guerre d' Irak, les confrontations stériles dans tous les forums mondiaux où transparaissent les divergences ou les conjonctions d' intérêt comme ce fut le cas à la réunion de l' OMC à Cancun. Et si on veut remonter à quelques années à peine, l' assassinat du protocole de Kyoto adopté en décembre 1997, rejeté par George W. Bush en 2001, puis par M. Poutine lui-même en septembre 2003, illustre les tourments d' une politique ou plutôt d' une gouvernance à laquelle fait toujours défaut un maillon pour devenir planétaire.

#### **Conjonction américano-russe au coup par coup**

Or, parmi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, deux émergent par leur adhésion ou leur refus, comme les pivots de cette politique qui voudrait se définir comme planétaire et qui prend corps dans les débats de ces instances qualifiées d' internationales. Il s' agit de la Russie de Wladimir Poutine et de la Chine de Hu Jintao. Contre ces deux géants, l'Amérique de George W. Bush n' a plus qu' à se tenir sur ses gardes. Le statut d' hyperpuissance des Etats Unis ne pourra désormais perdurer que si les intérêts de la Russie et de la Chine ne sont pas concernés par les initiatives de Washington.

**Sur le protocole de Kyoto**, l' opposition des Etats-Unis a pu se fortifier depuis qu' en septembre 2003, M. Poutine, malgré des promesses antérieures, a décidé qu' il était urgent d' attendre avant de ratifier un protocole sur lequel les scientifiques russes sont eux-mêmes divisés. Au sein de l' Académie des sciences à Moscou, on pense de plus en plus qu' un réchauffement de la planète serait bénéfique pour les régions nordiques les plus froides, car il serait porteur d' un espoir de développement agricole, notamment en Sibérie. De plus, pour la Russie, l' accroissement sensible en cours de la production gazière et pétrolière pourrait être freiné par une limitation trop drastique des émissions de gaz à effet de serre. L' intérêt économique d' une adhésion russe au protocole de Kyoto semble aujourd' hui beaucoup plus réduit que lors de son élaboration en 1997. **Ce sont des circonstances exceptionnelles qui déterminent l' alignement de Moscou et de Washington sur les mêmes positions.**

#### **Ces désaccords qui bloquent le Etats-Unis**

Les Russes, on le sait, n' ont jamais approuvé l' aventure américaine en Irak. Lors de la visite de Wladimir Poutine à Camp David, les 26 et 27 septembre 2003, G.W. Bush avait espéré convaincre son homologue Russe de le soutenir au Conseil de sécurité pour faire passer la nouvelle résolution américaine qui renforçait le rôle de l' ONU en Irak mais laissait les Etats-Unis maîtres du jeu. Le président américain souhaitait également forcer la main de son interlocuteur au sujet du programme nucléaire iranien. Sur ces deux sujets, le président Poutine était demeuré ferme. Toutefois, il avait accepté de dire clairement à Téhéran que le gouvernement iranien, avec lequel Moscou avait passé un accord nucléaire, devait se conformer aux exigences d' inspection de l' agence internationale de Vienne.

#### **Le Dossier de l' OMC**

L' examen des textes révèle de la part de la Russie, une volonté affichée de poursuivre une

politique indépendante et démarquée de celle des Etats-Unis comme d' ailleurs de celle de l' Union Européenne. Le dossier de l' OMC en témoigne, puisque la Russie ne fait pas partie d'un organisme qui malgré sa maladie récente demeure la seule issue pour préserver la mondialisation des échanges et éviter le repliement de la majorité des nations sur un nationalisme suranné.

La Russie veut bien entrer dans le cénacle mondial du commerce mais exige des dérogations aux règles de cet organisme dont la bureaucratie bruxelloise ne veut pas entendre parler. Ainsi, Moscou refuse d' aligner les prix internes de l' énergie, gaz, essence ou fuel sur ses prix de vente internationaux , ce qui équivaut à une subvention déguisée à son industrie. De même, le gouvernement russe n' accepte pas de démanteler le monopole d' état de la société nationale, ce qui explique en partie l'affaire Yukos, pas plus qu' il ne veut libéraliser le secteur bancaire ou les télécommunications. Ces obstacles empêchent évidemment l' afflux d'investissements étrangers. Comparé à la Chine, la Russie avait reçu en 2002, moins de vingt milliards de dollars en provenance d'investisseurs européens ou américains alors que la Chine en avait attiré plus de cinquante milliards.

**Cette stratégie d' indépendance manifestée par la Russie se retrouve sous d' autres formes en Chine.** Certes, Pékin participe à tous les forums internationaux et fait entendre sa voix dans toutes les institutions des Nations Unies ou autres, mais son opposition aux initiatives de l'administration de Washington, parfois impériale, souvent subtile, fait grincer des dents dans l'entourage de G.W. Bush.

### **La Guerre monétaire**

L' inquiétude de Washington s' accroît aujourd'hui au rythme des déboires ressentis, notamment à cause, moins de la situation en Irak que de celle du Moyen-Orient, mais aussi et surtout par suite des menaces qui pèsent sur la suprématie de la monnaie américaine. Dans une analyse précédente, Géopolitis avait montré que l'une des causes qui avaient précipité l'expédition contre Saddam Hussein résidait dans une série d'initiatives d'ordre monétaire spectaculairement initiées par les pays de " l'axe du mal ", qui consistaient à remplacer le dollar par l'euro, soit dans le cas de la Corée du Nord et de l'Irak pour une restructuration des réserves bancaires, soit dans le cas de la Russie et de la Chine par l'acceptation de l'euro en paiement de leurs exportations. Lors d'une conférence de presse tenue conjointement avec Gerhard Schröder en visite en Russie, le 9 octobre 2003, Vladimir Poutine n'avait pas exclu cette éventualité pour les ventes de pétrole aux pays de zone euro. Il est évident que ce type de décision est susceptible de déclencher une série de tensions.

**Côté Chine, le défi à l'Amérique s'était manifesté à la réunion de l'OMC à Cancun** où Pékin avait pris le parti des 21 emmenés par l'Inde et devenus les 22 avec l'adhésion de l'Egypte. Mais Washington est de plus en plus embarrassé par un autre type de défi, celui que le Yuan impose au dollar avec une parité fixe dont le gouvernement chinois refuse de se départir depuis 1994. La combinaison des facteurs économique et monétaire favorables auront peut-être des difficultés à s'inscrire dans la durée sans un soutien extérieur : les Etats-Unis entrent dans une période électorale, l' Europe est loin d'avoir résolu ses divisions, l'Inde et le Brésil, leaders du groupe des 22, sont moins concernés par le commerce mondial.

Toutefois, l'Amérique de Bush sait aujourd'hui jusqu'où elle ne doit pas aller trop loin dans l'étalage d'une suprématie mondiale contestée. Son effritement s'inscrit parallèlement aux sondages de popularité du président américain à moins que "l'esprit du mal" ne se manifeste une fois de plus bruyamment.

La remise en cause d'un système de valeurs occidentales ne serait plus en jeu, mais un mode de vie qui d'ores et déjà n'appartient plus au seul occident.

**Une nouvelle fracture que prédisait le juriste politologue René-Jean Dupuy, est désormais perceptible entre les sociétés ouvertes et celles dont le cloisonnement enchaîne la femme comme l'homme à une condition du désespoir**

**Jean-Claude Courdy**